

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

1993 - 3



81

Fédéchoses - *F081*

Déclaration de l'U.E.F. sur les raisons et la méthode pour la reconstitution de l'Union

BATIR A NOUVEAU L'UNION EUROPEENNE

L'Après Maastricht a commencé

Le Conseil européen de Copenhague, tout en soulignant la fin d'une longue période d'incertitude pour la Communauté, a marqué une étape significative sur la voie de la "grande Europe" en indiquant le calendrier et les conditions qui devraient conduire l'Union à doubler ses membres d'ici le début du XXI^e siècle.

Trois groupes de pays candidats ont été explicitement indiqués à Copenhague : les quatre pays de l'AELE (Autriche, Finlande, Norvège et Suède) qui ont présenté leur demande d'adhésion (la Suisse étant en liste d'attente, après le référendum du 6 décembre 1992); Malte et Chypre; les pays "associés" de l'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie).

Certes, les conditions qu'on exige de ces pays sont différents, puisque les pays de l'AELE devront accepter tout l'acquis communautaire (y compris, évidemment, le traité de Maastricht), tandis que les pays de l'Europe centrale et orientale devront donner des garanties quant aux principes démocratiques, le respect et la protection des minorités, l'économie de marché et l'adhésion aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.

Si le calendrier de Copenhague est respecté, l'aube du XXI^e siècle pourrait commencer avec une Union formée par 24 pays, 20 langues "d'Etat", un parlement de 700 membres, un exécutif de 29 commissaires et un Conseil des Ministres où la présidence semestrielle serait exercée tous les 12 ans et l'ensemble des "petits pays" pourrait mettre en minorité l'ensemble des "grands pays".

Le "choc de l'élargissement" apparaît ainsi, comme la première raison qui pousse à une révision rapide du traité de Maastricht. En effet, les 12 ont négocié entre eux un traité qui a été conçu comme une étape de l'intégration à 12 pour les 12, dans l'hypothèse que les pays de l'AELE auraient accepté la solution intermédiaire de l'espace économique européen et que les pays de l'Europe centrale et orientale auraient accepté la solution intermédiaire des accords d'association. Il n'en a pas été ainsi, puisque les 12 ont apparemment cédé à la logique de l'élargissement rapide contre cette logique de l'approfondissement.

Les effets négatifs de l'euro-scepticisme sont la deuxième raison qui pousse vers une révision rapide du traité de Maastricht. Ces effets négatifs concernent notamment la récession économique, mais ils s'étendent au modèle même d'intégration européenne, puisque les euro-sceptiques ont avancé - avec succès, parfois - la thèse que le centralisme excessif du traité de Maastricht a mis en lumière la demande de l'opinion publique de "moins d'Europe".

La "démolition" silencieuse de Maastricht

En exploitant la poussée de l'euro-scepticisme, les diplomaties nationales ont essayé entre-temps de détruire le peu d'éléments novateurs qu'on avait introduit dans le traité de Maastricht. Les exemples les plus frappants de cette tendance concernent l'impuissance de l'Europe face à la tragédie en Yougoslavie, le manque de toute initiative sérieuse pour préparer la deuxième et la troisième phase de l'UEM, la violation des engagements pris en matière de citoyenneté, l'octroi de moyens financiers inadéquats aux ambitions de Maastricht, la re-nationalisation des fonds structurels et de la politique agricole et, least but not least, l'interprétation perverse du principe de subsidiarité.

La rupture du consensus dans l'opinion publique

Cette liste impressionnante d'impuissances de l'Europe des gouvernements a creusé encore plus la distance entre l'opinion publique européenne et l'Union dessinée à Maastricht. Les citoyens européens ont compris que cette Europe n'est pas en mesure de trouver une solution efficace aux problèmes d'aujourd'hui, notamment en matière de chômage, de protection de l'environnement, de solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les citoyens européens ne peuvent pas accepter une révision octroyée des "bases constitutionnelles" de la Communauté. La méthode diplomatique - qui a permis à la Communauté d'avancer pendant les premières phases de l'intégration économique - montre aujourd'hui ses limites infranchissables, lorsqu'il s'agit d'adopter des changements dans les rapports entre les pays et entre les peuples.

Vers une Europe à géométrie variable ?

L'Europe risque ainsi de glisser lentement vers un système à géométrie variable, dont les éléments fondamentaux ont été anticipés dans le traité de Maastricht avec les "opting out" au Royaume Uni en matière monétaire et sociale et confirmés dans les conclusions d'Edimbourg avec les "opting out" au Danemark en matière de défense, monétaire, de citoyenneté et d'espace juridique, et souhaités par les pays candidats à l'adhésion.

Comment bâtir à nouveau l'Union

Tous les gouvernements et les leaders nationaux n'acceptent pas ce glissement vers la géométrie variable. La grande majorité de la classe politique allemande - aussi bien dans les partis au gouvernement que dans l'opposition - est consciente du fait que l'avenir de l'Allemagne se joue en Europe et que l'avenir de l'Europe est lié à l'ancrage de l'Allemagne à l'Europe. Les avènements nationaux sont considérés comme étroitement liés à l'Europe par les gouvernements belges, néerlandais, italien, espagnol, portugais et grec (ces trois derniers étant conscients de l'influence macro-économique des politiques structurelles communautaires). Au sein du gouvernement français les positions soutenues par les "anti-Maastricht" sont contrastées par les "pro-européens", si l'on considère les prises de positions récentes d'Edouard Balladur et d'Alain Lamassoure en matière d'approfondissement et d'élargissement de l'Union.

ABONNEMENT

NOM Prénom
Adresse

NORMAL : 50F

MILITANT : 100F

SOUTIEN : 500F

- Chèque à l'ordre de "Pres. : Fédéraliste" 26 rue Sala - 69002 LYON

- C.C.P. 2490 82 P LYON. (N° supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

Ces positions trouvent un appui dans l'attitude ferme du Mouvement Européen français et du président du Mouvement Européen international, Monsieur Giscard d'Estaing.

Le Parlement européen, en adoptant le 20 janvier 1993 la résolution Hänsch sur la stratégie de l'Union pour un nouvel ordre européen, a affirmé sans ambiguïté son choix pour l'approfondissement vers un système fédéral, avant l'élargissement de l'Union.

Si nous voulons agir pour bâtir à nouveau l'Union européenne, nous devons préciser rapidement un calendrier politique pour l'après-Maastricht. Les gouvernements des 12 - ou une majorité d'entre eux - doivent éclaircir préalablement leurs idées sur la vocation de l'Union européenne, notamment dans les matières renvoyées à la Conférence de 1996 : défense, pouvoirs législatifs du PE, rapports entre autorités législative et exécutive, étendue de la citoyenneté européenne, relations entre méthode communautaire et méthode intergouvernementale, vocation fédérale. Cette clarification doit se faire à l'occasion du Conseil européen extraordinaire - demandé par les gouvernements français et allemand et les chefs de gouvernements du PPE (parti populaire européen) - et elle doit constituer le point de départ de la révision constitutionnelle du traité de Maastricht.

Les principes fondamentaux de la constitution fédérale

Cette révision doit prendre comme base les points essentiels suivants :

- principe de la démocratie entre les Etats, ce qui implique l'établissement d'un système fédéral entre ceux qui le veulent (aucun Etat ne peut être obligé à adhérer, mais aucun Etat ne peut empêcher les autres d'avancer vers l'Union)
- principe de la démocratie dans l'Union, ce qui implique que le Parlement et le Conseil agissent sur un pied d'égalité dans toutes les matières législatives
- principe de la démocratie dans la fondation constitutionnelle de l'Union, ce qui implique que le premier acte de fondation de l'Union (la constitution) soit élaboré par le Parlement européen et soumis à l'approbation des gouvernements et des parlements nationaux, et que toutes les modifications de la constitution soient élaborées d'un commun accord (procédure de conciliation ou de codécision constitutionnelle) par le Parlement et le Conseil, sur la base de majorités qualifiées renforcées
- principe de subsidiarité, appliqué à tous les niveaux de pouvoir politique (local, régional, national, européen)
- principe de la solidarité, à l'intérieur (notamment par l'autonomie financière des collectivités territoriales) et à l'extérieur (notamment participation active de l'Union aux actions "d'ingérence humanitaire et de protection des minorités et des droits de l'homme").

Le temps est venu d'imaginer et de lancer des initiatives fortes pour bâtir à nouveau l'Union européenne. Le temps est venu de lancer une vaste campagne d'information et de mobilisation de l'opinion publique en faveur d'un nouveau modèle de société européenne.

La crise du SME

Avec la décision des Ministres des finances de la Communauté d'élargir la marge de fluctuation des monnaies à 15 %, le SME s'est réduit à un pur et simple camouflage européen des politiques nationales.

En effet, avec cette marge de fluctuation on réduit pratiquement de moitié les caractéristiques qui avaient différencié le SME, comme système de changes fixes, des accords de Bretton Woods. Le grand avantage du SME c'était qu'il rendait la décision de dévaluer collégiale et non plus

unilatérale ; avec l'Ecu, il mobilisait les intérêts privés et il faisait apparaître au grand jour l'éventuelle rupture par l'un des Etats des règles communes.

C'est grâce à ces caractéristiques que le SME était pratiquement devenu la base de la nouvelle tentative d'abolir les monnaies nationales et de créer une monnaie européenne, objectif auquel l'Europe serait arrivée sans problème si la récession avait tardé quelque temps à se manifester. Il faut donc se rendre compte que la perte de potentialité du SME signifie qu'il n'existe

plus de base stratégique pour le progrès de l'unification européenne et pour la création d'une véritable union politique. Si les gouvernements et les forces politiques ne se reprennent pas, l'Europe s'acheminera alors, avec l'élargissement, vers la création d'une vaste zone de libre-échange qui en l'absence d'un pouvoir politique qui la soutienne ne durera certainement pas longtemps.

Les arguments qui ont été utilisés contre le SME en tant que système de parités fixes, en particulier pour ce qui concerne le chômage et la croissance sont faux car même en admettant, sans pour autant le reconnaître, qu'il ne soit pas un bon mécanisme de gouvernement provisoire de la monnaie, il demeure qu'en l'abolissant on abandonne son contrôle à la spéculation internationale qui a monstrueusement augmenté. Cette constatation suffit pour établir qu'en mettant en crise le SME, et donc en perspective une grande partie du Traité de Maastricht, les gouvernements n'ont pas été sérieusement animés par le problème du chômage mais par de pures et simples motivations à caractère électoraliste. En réalité, au sein du Conseil des ministres des finances de la Communauté, le choix n'était pas entre une politique nationale et une politique européenne ni entre une politique réactionnaire et une progressiste mais entre deux politiques nationales différentes, l'une ayant une bonne valeur européenne et l'autre s'avérant ruineuse. Il est du reste plausible qu'il n'y ait plus de bonnes politiques nationales qui ne soient en même temps de bonnes politiques européennes et mondiales.

L'heure est venue de dire clairement que la monnaie européenne peut se faire tout de suite. Nous avons déjà : a) un Parlement européen élu par les citoyens ; b) une sorte de gouvernement, la Commission ; qui serait déjà en mesure de mener une véritable politique si elle n'était pas étouffée par le Conseil des ministres qui, contre tout principe démocratique rassemble entre ses mains à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ; c) une économie déjà très intégrée, au point de rendre pratiquement impuissants les instruments nationaux de gouvernement de l'économie. Il suffit donc de prendre au sérieux le vote européen et de rétablir le principe selon lequel il appartient au citoyen de choisir le gouvernement pour affirmer qu'il est parfaitement possible, dès maintenant, de faire une politique économique européenne et, en particulier, de créer tout de suite la monnaie européenne si dans le même temps on adoptait un plan européen pour le chômage, la croissance et toutes les implications qui ne relèvent pas seulement des domaines économiques. Le problème est donc ainsi posé : il ne peut pas y avoir de politique européenne sans affronter le problème de la monnaie ; on ne peut pas faire la monnaie sans affronter sérieusement les problèmes du chômage et de la croissance.

Dans ce contexte, l'Italie, qui n'est malheureusement plus celle de De Gasperi ni de Spinelli, assume une responsabilité particulière. C'est l'Italie qui, en se mettant sur le même plan que le Royaume-Uni, a ouvert la crise du SME en violant la substance du pacte communautaire dans l'espoir trompeur de pouvoir fonder sa fortune sur un pilier aussi fragile que celui de la dévaluation compétitive qui ne peut que favoriser le développement du nationalisme mais certainement pas celui de l'économie dans un monde toujours plus uni.

L'Italie est justement en train de résoudre sa crise en adoptant des mécanismes décisionnels plus démocratiques et plus efficaces pour ce qui concerne la formation de la représentation des citoyens et le type de gouvernement. Cette réforme n'aurait plus aucun sens si dans le même temps l'Europe se défaisait. Les fédéralistes font observer depuis longtemps que l'Italie évolue toujours plus vers une situation de pouvoir pré-fasciste.

Cela dépend, en dernière distance des distorsions liées au fait que la lutte politique et la vie réelle des partis s'arrêtent aux frontières nationales tandis que le nombre de problèmes qui ne peuvent avoir de solution qu'un niveau européen et mondial augmente constamment. Ainsi, il est bon d'introduire en Italie un nouveau mécanisme décisionnel plus démocratique et plus efficace. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est valable qu'à une seule condition : que se mette en place en même temps un bon mécanisme décisionnel au niveau européen. Dans tout autre cas, nous aurons un bon gouvernement là où il n'y a pas de grands problèmes à affronter et aucun gouvernement là où il faut les traiter.

Par la faute des gouvernements qui, après avoir travaillé des années à projeter la création graduelle de la monnaie européenne, se sont arrêtés, face à la première vraie difficulté, la bataille pour l'Europe est devenue plus difficile.

Mais cela signifie simplement qu'il faut s'engager davantage car il n'y a pas de salut sans unité européenne. Pour ce qui les concerne, les Fédéralistes européens s'engagent toujours plus et ils affirment dès maintenant qu'ils feront leur possible pour faire comprendre à tous les citoyens, dans la perspective de l'élection européenne de 1994, que nous sommes confrontés au choix entre la soumission à la spéculation internationale et à la politique américaine de grande puissance et la libération de l'Europe.

Mario Albertini, Août 1993

• • • • •

INTERVIEW WILLY CLAES

Ministre des Affaires étrangères de Belgique

« Un complot anglo-saxon sous la crise monétaire »

De notre envoyé spécial
en Belgique

Willy Claes préside actuellement le Conseil des ministres de la CEE. Il n'hésite pas, dans cette interview accordée au *Point*, à désigner les responsables de la crise monétaire de l'été.

Willy Claes : Cet ouragan spéculatif ne nous a pas rendu service. Il faut maintenant confirmer les objectifs fixés dans le traité de Maastricht en respectant les critères et les délais d'application prévus. Si je ne dispose pas d'une boule de cristal permettant de prédire quelle sera la situation économique en 1997 ou 1999, j'ai la ferme intention, en tant que président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, d'assurer la mise en route de la deuxième phase de l'Europe monétaire, le 1^{er} janvier prochain. Il faudra aussi mettre en place l'Institut monétaire, prémisses d'une future Banque européenne, désigner un emplacement et un président. C'est la meilleure manière de répondre à court terme à cette partie du monde anglo-saxon qui a juré d'empêcher la création d'une identité monétaire européenne.

Willy Claes

« Il existe des organisations et des personnalités qui préfèrent garder une Europe divisée. »

Le Point : La vague de spéculation cachait donc un complot anglo-saxon ?

Oui, je crois à l'existence d'une certaine forme de complot. Dans ce monde anglo-saxon, il existe des organisations et des personnalités qui préfèrent garder une Europe divisée, condamnée à jouer un rôle secondaire dans le grand débat économique, au lieu d'une Europe bien structurée, disposant d'une politique spécifique, monétaire et extérieure.

Comment passer à la contre-attaque ?

Il faut se mettre d'accord sur la définition de quelques règles éthiques, pour que l'intérêt général puisse primer sur les commodités des uns ou des autres. Ensuite, les Douze doivent confirmer la réalisation de l'union monétaire. Il faut aussi cesser de se concentrer exclusivement sur cet aspect moné-

taire. Edouard Balladur a raison quand il met l'accent sur la nécessité d'une convergence économique plus importante. Enfin, en tant que fédéraliste, j'affirme que l'union monétaire nécessite aussi une union politique. Malheureusement, l'approche intergouvernementale choisie, exigeant l'unanimité pour toutes les décisions importantes, réduit le deuxième pilier de Maastricht à un minimum. J'aurais aimé aller plus loin.

Un accord sur le GATT va-t-il être possible ?

Lors des discussions au sein des conseils européens, la position belge a été souvent parallèle aux thèses de la France, que ce soit à propos de l'opposition à des négociations unilatérales ou de la nécessité d'élargir le processus de libéralisation aux services. Mais nous ne voulons pas la rupture des négociations. Le problème sera d'arriver à un accord à Douze sans hypothéquer les chances de conclure avec tous nos autres partenaires. Les points de vue de Paris et de Bonn me paraissent suffisamment nuancés pour garder une approche commune.

Est-il possible de mener parallèlement l'élargissement de la CEE et la réforme institutionnelle ?

Le sommet de Lisbonne a donné le feu vert aux négociations sur l'élargisse-

ment avec les quatre candidats de l'AELE dans le cadre institutionnel actuel. Lors du Conseil de Copenhague, nous avons décidé de terminer cette opération avant le 1^{er} janvier 1995. Les candidats n'accepteront pas de boucler les pourparlers sans obtenir des précisions sur la place qui leur sera réservée au sein de la Commission et du Parlement, mais leur représentativité au sein du Conseil des ministres demeure le problème le plus délicat. Il touche en effet à la fixation de la minorité de blocage ou de la majorité qualifiée. L'adhésion impliquera une adaptation de certains aspects constitutionnels.

Depuis l'annonce du plan de paix Israël-OLP, Shimon Peres, en venant à Bruxelles et à Paris, a montré qu'il comptait sur l'aide de la Communauté... Sur le plan politique, nous devons encourager le processus de paix. Ensuite, la CEE va devoir apporter une assistance financière aux territoires occupés et prendre ses responsabilités pour stabiliser cet accord. De surcroît, une action commune des Douze au Proche-Orient ne peut que renforcer leur cohésion politique. Seulement, dans la mesure où nous apportons un concours à la réalisation de ce premier pas important, il faudra bien reconnaître à la CEE une place politique plus substantielle que celle qui est la sienne aujourd'hui. Les accords de Madrid ne laissaient pas une place très représentative aux Européens, et les Etats-Unis ont pu jouer en solo. Avec une Europe intégrée, cela aurait pu être différent. ●

(Propos recueillis par Marc Roche)

LUCIANO BOLIS UNE VIE POUR LE FEDERALISME

Le 20 février, Luciano Bolis est décédé à Rome.

Pour les générations de militants fédéralistes européens qui se sont succédées depuis la Résistance il a représenté un exemple d'abnégation.

Le destin a voulu que sa mort coïncide, dans la même ville et aux mêmes dates, à une réunion du Comité Central du **Movimento federalista europeo** auquel il a pu faire parvenir par le truchement de sa famille un dernier message : "Je souhaite -fut sa dernière pensée- que ma lutte pour l'Europe soit poursuivie par de jeunes fédéralistes avec la ténacité nécessaire aux grandes oeuvres humaines".

*

En juillet 1983, Mario Albertini rappelait à l'occasion de la création à Pavie, de la **Fondation européenne Luciano Bolis**, les grands traits de sa personnalité et de sa vocation de militant européen : "le discours kantien qui le mène à l'anti-fascisme, le militantisme héroïque de la Résistance, l'engagement européen motivé par l'impératif de ne pas trahir les valeurs qui avaient inspiré la lutte contre la fascisme et le nazisme"¹.

Dix années plus tard, la Fondation, dotée par son créateur d'un capital initial de 400 millions de Lires poursuit son programme avec la publication de l'édition anglaise de la revue **Il Federalista**² et des livres de la collection **Biblioteca Federalista** de l'éditeur **Il Mulino**, l'organisation de colloques et la recherche de textes et de documents pouvant constituer les bases d'une archive historique sur le développement du processus d'unification européenne.

*

Dans son premier numéro de 1993 la revue **The Federalist Debate** - le débat fédéraliste rend à Luciano Bolis un important hommage de Giovanni VIGO, actuel secrétaire général du mouvement fédéraliste italien, dans lequel il retrace les grandes étapes de sa vie militante indissociable des victoires et des défaites du fédéralisme européen de l'après-guerre³.

Giovanni nous rappelle que Luciano Bolis était entré en contact avec les fédéralistes italiens clandestins dès l'époque de la Résistance, alors qu'il était à Gènes un responsable important du **Partito d'Azione**, mais qu'il ne put par hasard participer à la réunion fondatrice du **MFE** à Milan les 27 et 28 août 1943.

S'il lui arrivait de le regretter, il fut de 1948 à 1962 le plus proche collaborateur d'Altiero Spinelli luttant pour transformer la fragile organisation de 1943 en un mouvement de militants devenu capable d'influencer le cours de la construction européenne, depuis la bataille pour la Communauté européenne de défense (et parallèlement comme proposé par Spinelli et les fédéralistes pour lui donner tout son sens, de la Communauté politique européenne) jusqu'à la lutte pour la première élection directe du Parlement européen en 1979 ou celle plus récente pour la ratification du Traité de Maastricht.

Mais son expérience militante ne se borna pas à l'Italie et il occupa les fonctions les plus importantes au sein du mouvement fédéraliste au niveau international. C'est ainsi qu'au début des années 60 il vint à Paris pour s'efforcer de maintenir son caractère supranational (et unitaire) à l'organisation unifiant les groupes nés spontanément dans les divers pays européens durant la Résistance ou l'immédiat après-guerre. A partir de 1964, c'est à Strasbourg, où il travaillait pour

¹ cf. **Fédéchoses pour le fédéralisme**, Année 1983, N° 44.

² Après que l'édition française **Le Fédéraliste** ait dû être abandonnée fin 1988 après 4 années de publication, faute d'un lectorat régulier et de ressources propres suffisantes.

³ **The Federalist Debate** - Le débat fédéraliste, 1993, N° 1, Via Porta Pertusi, 6, 27100 PAVIA.

le Conseil de l'Europe, qu'il anima de manière exemplaire la section alsacienne du MFE et participa à ce titre à la vie du mouvement fédéraliste en France durant la période gaulliste. Retourné en Italie en 1978 il fut élu par acclamation vice-président du MFE italien alors même qu'il n'avait cessé d'appartenir à ses instances supranationales, puis après la réunification des organisations fédéralistes, à Dijon en 1974, au Comité fédéral de l'Union européenne des fédéralistes.

*

Le débat fédéraliste republie également en hommage deux textes de Luciano BOLIS sur lesquels nous souhaitons revenir un bref instant.

- Le premier est un extrait dramatique de son livre *Il mio granello di sabia*⁴ dans lequel il nous narre l'épisode le plus dramatique de son séjour dans les geôles fascistes. Capturé en 1945 par la police de Gênes, il fut torturé de manière barbare, et en vain, afin de lui soutirer les noms de ses camarades ou sa véritable identité. Afin d'être assuré de ne pas trahir, Luciano Bolis décida alors, en pleine possession de sa lucidité, de mettre fin à ses jours. Son destin en décida autrement et outre à un plan d'évasion monté par ses compagons, il dut, d'après les médecins à un véritable miracle de rester en vie.

Jeunes militants fédéralistes, nous avons tous été interloqués des séquelles qu'il gardait de son suicide manqué et surtout de sa voix cassée par les multiples mutilations volontaires de ses cordes vocales.

- Le second est un extrait de son discours au Congrès de Lyon du Mouvement fédéraliste européen, des 9 au 11 février 1962. Alors que le MFE était encore un mouvement supranational, le Congrès de Lyon marqua une étape importante dans l'histoire du fédéralisme européen. En-effet c'était la survie du fédéralisme en tant que mouvement politique indépendant des partis politiques qui était alors en cause. L'expérience du Congrès du peuple européen, dont il avait été le secrétaire général et qui visait par des élections non officielles à créer une Assemblée constituante européenne, avait échoué et le débat était vif sur les nouvelles directions à prendre. Luciano Bolis, qui se définit alors "comme un élève trahi par ses maîtres", sut courageusement prendre le contre-pied d'Altiero Spinelli qui vivait à l'époque dans l'illusion de l'aventure électorale et de l'engagement des fédéralistes dans les institutions nationales et européennes⁵.

Qu'il nous soit permis, dans une revue qui depuis 20 ans n'a cessé de dénoncer les errements électoralistes de certains fédéralistes (ou anciens fédéralistes) français, tentés, cycliquement et malgré les échecs répétés, par la voie électorale et/ou la participation à la vie politique nationale, d'insister sur ce dernier enseignement de Luciano Bolis qui déclarait à Lyon en 1962 : "... Si j'examine les thèses... j'ai d'abord l'impression d'affronter quelqu'un qui -consciemment ou pas- s'apprête à liquider le Mouvement. On peut comprendre cela sur le plan humain par l'insatisfaction de celui qui, à travers des années et des années, voit de plus en plus s'éloigner le point final de ses efforts... Je vise notamment la proposition de Spinelli de présenter des listes fédéralistes aux élections politiques de nos

⁴ Ed. Giulio Einaudi, Turin, 1973, pp 87.

⁵ En fait, quelques mois plus tard, Spinelli allait abandonner toute responsabilité dans le mouvement fédéraliste puis entamer dans la même logique son expérience de membre de la Commission européenne. Ce n'est qu'après l'expiration de son mandat qu'il renoua avec l'activité fédéraliste militante avant de se faire élire au Parlement européen, comme indépendant de gauche sur les listes du Parti communiste italien qu'il avait quitté 40 ans auparavant, et d'achever sa vie de manière exemplaire en luttant pour le Projet de traité instituant l'Union européenne adopté par l'Assemblée sous son influence. Son "enfant" allait finalement échouer devant la timidité européenne des gouvernements mais provoquer en réaction le Traité de Maastricht, étape insuffisante mais étape tout de même dans la voie vers la fédération européenne, traité non encore ratifié par la totalité des Etats membres de la CEE et remis en cause par la crise monétaire de l'été dernier et le manque de volonté politique des responsables européens.

différents pays... Au delà du rideau de fumée derrière lequel Spinelli nous laisse cette fois-ci entrevoir sa pensée, c'est bien l'idée de la transformation en parti qu'il défend..."

Luciano Bolis restera toujours présent dans nos pensées par les avertissements qu'il nous donnait à la même occasion du Congrès de Lyon en nous mettant en garde contre "... les fumées de l'impatience et le désir de couvrir du poivre des nouveautés notre incapacité de réaliser notre programme" qui "... nous poussent à le remplacer par un autre, retenu meilleur, mais toujours moins réalisable que le précédent..." et en rappelant, aux générations de militants futures, qu'il est "... certes plus facile de s'attendre que l'Europe arrive comme un cadeau, plutôt que de devoir la bâtir soi-même, avec ses propres efforts de tous les jours".

Jean-Francis BILLION

Pour une Constitution démocratique de l'Europe

CAMPAGNE de Pétition au Parlement européen.

"Un homme qui n'est pas informé est un sujet ; un homme informé est un citoyen" A. SAUVY

Les sondages nous indiquent que si le référendum avait lieu aujourd'hui, une nette majorité de Français (54 %) rejetterait le Traité d'Union Européenne.

Pourquoi s'étonner de ce chiffre alarmant ?

Depuis 1992, le débat provoqué par la construction de l'Europe révéla une perplexité croissante chez les citoyens, signe d'un affaiblissement du soutien apporté à la cause européenne. Ce projet n'est plus perçu comme allant de soi.

En ce moment décisif, nous devons tenir compte des préoccupations des citoyens : chômage, situation en Europe centrale et orientale, négociations commerciales (GATT), etc., si nous voulons stimuler la solidarité et la compréhension entre les Européens, sans nuire à notre richesse et notre diversité.

Nous devons susciter une nouvelle confiance dans l'aptitude des peuples à construire ensemble un avenir meilleur.

Nous devons prendre conscience que les crises actuelles traduisent en réalité la crise de l'Etat-Nation : aucun des grands problèmes qui inquiète le citoyen européen ne peut être résolu ni par nos Etats agissant seuls, ni par la Communauté sous sa forme actuelle, paralysée par son incapacité à prendre des décisions efficaces.

Face à la globalisation mondiale de l'économie, les Etats-Nations perdent progressivement leurs pouvoirs de régulation : ils ne contrôlent plus les flux de richesses et de technologie. Les entreprises transnationales n'obéissent plus à des logiques

"nationales" mais à leur propre logique. Les problèmes globaux (pollution, accroissement démographique, développement, emploi...) laissent les Etats-Nations impuissants. Cette impuissance rejaillit sur le domaine politique qui se trouve discrédité et c'est la démocratie toute entière qui est ébranlée.

Sans perspectives apparentes, en proie à l'inquiétude et à l'angoisse, des millions de gens, désespérés, se réfugient dans ce qu'ils connaissent ; c'est le repli sur soi, l'individualisme, le nationalisme et les folies ethno-nationalistes.

L'ambiguïté du discours européen (drame yougoslave, GATT) est largement due aux mésententes diverses et variées qui existent entre les Douze (et parfois les déchirent).

Pour concilier unité politique efficace de l'Europe et pluralisme culturel, il n'existe qu'une répartition des compétences aux niveaux les plus efficaces, qui ne nie pas les sentiments d'appartenance à la Commune, à la Région, à la Nation, mais qui permet de les dépasser pour retrouver ensemble la maîtrise de notre destin et notre capacité de décision et d'action. Ce "principe de subsidiarité" n'est autre que le fédéralisme. Le Traité de Maastricht, étape nécessaire, ne va pas assez loin et ne permet pas encore à l'Europe de s'affirmer pleinement face aux Etats-Unis et au Japon (demain à d'autres ?).

Le Parlement européen partage ces préoccupations et depuis 1989 il a entamé une initiative de rédaction d'une Constitution de l'Union, à caractère fédéral, à proposer aux Etats membres et aux citoyens, indiquant clairement la direction que doit prendre la construction européenne.

Il est nécessaire de préparer le débat pour les

élections européennes de 1994. Les citoyens que nous sommes doivent faire entendre leurs voix afin que les réponses proposées soient à la hauteur des enjeux actuels, que le bond en avant nécessaire soit à la mesure de la désintégration qui menace.

Nous devons demander au Parlement européen de rédiger sans délai une Constitution fédérale de l'Union européenne, garantissant que :

- toutes les lois de l'Union soient adoptées à la majorité, à la fois par le Parlement européen, représentant les citoyens, et par le Conseil, représentant les Etats membres,
- la Commission soit investie par le Parlement européen et responsable devant lui,
- la Constitution entre en vigueur même si les pays de la Communauté ne sont pas tous prêts à s'y joindre dès le départ,
- l'adhésion à l'Union soit ouverte aux Etats démocratiques d'Europe acceptant la Constitution.

Le Parlement européen doit tout mettre en oeuvre pour que cette Constitution soit adoptée avant la fin de 1996, à la fois par lui-même et par les Etats

membres. Les citoyens devront être associés à chaque étape de ce processus et un large débat doit permettre d'obtenir l'adhésion de toutes les composantes de la société.

Ainsi seront créées les conditions pour établir les droits politiques du citoyen européen, respectant les principes de la décentralisation et de la subsidiarité.

Notre Europe, dans le "village-planète" est actuellement entre survie et déclin.

Nous vous demandons de signer cette "pétition au Président du Parlement européen" (que vous trouverez dans ce numéro), de la faire signer, en l'expliquant, autour de vous. Si vous le souhaitez, nous vous en enverrons d'autres exemplaires. Nous pouvons aussi vous aider à animer une réunion dans votre quartier, votre village. Ecrivez-nous.

Faire l'Europe dépend aussi de vous.

Daniel HULAS

LES LECONS DE LA GUERRE CIVILE EN YUGOSLAVIE

Ce qui ajoute encore à la tragédie de la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie et aux cruautés barbares qui y sont perpétrées quotidiennement c'est l'inexistence de toute perspective de dépasser l'état de sur place dans lequel sont prises les diverses factions ethniques en présence. Lorsque le pouvoir s'écroule, un pays retourne à une sorte d'état de nature, dans lequel chacun est en guerre avec tous. Dans une telle situation toute intervention militaire de pays tiers est vouée à l'échec par manque d'ennemi clairement identifié et de fronts définis sur lesquels rassembler les troupes. C'est pourquoi il serait vain d'essayer de prédire comment la tragédie qui étreint ce pays s'achèvera, tout comme il est impossible de suggérer, dans la situation actuelle, une action européenne capable de restaurer rapidement la paix. La confusion est telle que, s'il est impossible de réunir la Yougoslavie, il est tout aussi impossible de la partager comme les faits le démontrent dramatiquement. Quel que soit l'achèvement du processus, il prendra du temps, à cause de la somme de haine accumulée par les atrocités commises par les belligérants et de celles sous-entendues par leur propagande la plus vile.

Cependant les Européens devraient tirer quelques leçons de ce qui se déroule sous leur yeux dans les Balkans :

- la première c'est que la responsabilité historique de la tragédie de l'ex-Yougoslavie repose sur les Etats de la Communauté européenne à cause de leur incapacité à s'unir. Avec une Fédération européenne, en lieu et place d'une communauté dépourvue d'une politique extérieure et de sécurité, la Yougoslavie n'aurait pas éclaté. Une Europe fédérale aurait donné aux Slaves du Sud un puissant exemple illustrant comment des peuples avec des langues, des cultures et des religions différentes peuvent vivre ensemble dans la paix et à l'intérieur des mêmes frontières. Une Europe politiquement unie aurait pu empêcher ce pays d'exploser en menaçant d'interdire aux régions sécessionnistes d'intégrer l'Union européenne ou de signer toute forme d'accord d'association avec elle.

- la seconde c'est que le nationalisme, quel que soit son contexte, est le pire ennemi de la démocratie. Durant la guerre froide, la Yougoslavie était le pays de l'Europe de l'Est dans lequel il semblait que le progrès vers la démocratie rencontrerait le terrain le plus fertile. Les ex-satellites de l'Union soviétique, malgré tous les problèmes qu'ils doivent affronter et les régressions qu'ils doivent subir, progressent dorénavant, à des vitesses diverses, vers la démocratie. En Yougoslavie, au contraire, le nationalisme bloque tout progrès vers l'établissement de la liberté et du respect des droits de l'homme et provoque la montée en puissance de leaders et de méthodes politiques dignes des temps les plus obscurs du règne communiste.

- la troisième, que des gouvernements attentifs à l'histoire auraient dû connaître depuis longtemps, c'est que le principe de l'autodétermination des peuples n'est pas un principe d'ordre, mais un principe menant à la violence et au chaos. L'idée de "peuple", aux mains de démagogues sans scrupules, peut être exploitée pour justifier toute vendetta tribale et aboutir ainsi à la pratique odieuse de l'épuration ethnique. Le peuple, pour avoir un sens, pour être la source du pouvoir démocratique, doit incarner les valeurs de solidarité, de tolérance et d'ouverture. C'est tout le contraire de la manière dont ce terme est aujourd'hui employé par les nationalistes de toutes chapelles dans l'ex-Yougoslavie et ailleurs dans le monde.

L'exemple yougoslave devrait enfin convaincre de nombreux Européens, fascinés par un régionalisme sans limites, souvent qualifié de "fédéralisme", que le fédéralisme est avant tout l'élargissement de la sphère de la solidarité à des ères géographiques sans cesse plus larges par l'unification d'Etats préalablement indépendants. Il est impossible de promouvoir le fédéralisme par des sentiments micro-nationalistes contrefaits. Le "fédéralisme" ethnique est intrinsèquement dangereux car son but premier est de détruire des liens de solidarité pré-existants, ce qui le prédestine à virer au séparatisme. Le fédéralisme véritable signifie, au contraire, le dépassement des nations ethniques exclusives par leur réunion dans un Etat plus large, pluraliste et multinational, tout en garantissant à de nombreux niveaux inférieurs, du quartier à la ville, à la région et à la nation, les conditions leur permettant de s'auto-gouverner pacifiquement.

Il serait fou de prétendre, dans la situation actuelle, qu'il y a des solutions préfabriquées pour la Yougoslavie.

Une chose toutefois est claire : le retour à la paix dans cette région éprouvée d'Europe ne pourra venir que dans un contexte d'évolution unitaire de l'ensemble du continent. Pour cela, la Communauté européenne doit prendre la tête de ce processus en se transformant en une véritable union fédérale. C'est alors seulement que les chefs des factions en guerre perdront leur ascendant sur leurs partisans et apparaîtront au grand jour comme des criminels ayant apporté misère et ruine à leur pays. Bien évidemment, il ne doit pas y avoir là de prétexte à l'inertie dans le court terme. L'aide humanitaire et les négociations doivent être poursuivies et intensifiées. Parallèlement, les Européens, déjà trop responsables du chaos actuel pour avoir reconnu à la va vite les républiques sécessionnistes alors que le processus de décomposition yougoslave pouvait encore être arrêté, doivent être rappelés à la prudence avant de se ranger aux côtés de certaines des parties en présence contre les autres ou d'offrir aux nouveaux Etats éclatés de la péninsule balkanique la perspective de rejoindre la Communauté l'un après l'autre, ce qui reviendrait à renforcer les diverses factions nationalistes.

Francesco ROSSOLILLO

Le PS et L'ONU

Si l'EUROPE, tout de suite après la guerre, a constitué un sujet attractif pour le PS, il n'en est pas de même des NATIONS UNIES : celles-ci sont mentionnées uniquement lors d'interventions de congrès ou de prises de position, mais pas d'étude globale à laquelle on puisse se référer.

Pourtant, il y a la mondialisation croissante des techniques et des problèmes sociologiques qu'ils engendrent ; pourtant, l'effondrement du bloc communiste a créé une situation nouvelle qui n'a pas fini d'enfanter des ondes de choc imprévisibles alors qu'on avait cru que le monde allait enfin s'apaiser.

La CHARTE de l'ONU, on le constate à chaque

instant, n'est plus adaptée aux problèmes de l'heure. Les réformes obtenues depuis 1956, plutôt des ajustements (augmentation du nombre des membres du Conseil de Sécurité) étaient déjà insuffisantes. Or les interventions de l'ONU sont de plus en plus nombreuses et l'on s'aperçoit que son autorité est battue en brèche, ce qui diminue son efficacité : la guerre du golfe, la YOUGOSLAVIE, la SOMALIE, le CAMBODGE... Impréparation et imprévoyance prévalent et font dégénérer son action.

Les nationalismes exacerbés et les fanatismes religieux délirants inventent et perfectionnent de nouveaux moyens de combat pour s'affirmer et imposer leurs volontés de minoritaires abusifs (attentats aveugles, prises d'otages innocents, détournements d'avions ou de navires, etc.)

Les NATIONS UNIES doivent donc, pour faire face, s'adapter vite et se réformer si elles ne veulent pas accoucher d'une nouvelle SDN impuissante.

Une organisation mondiale doit, par définition, mettre en place et maintenir un ordre mondial. L'opinion aurait tort de minimiser les résultats obtenus par l'ONU. Ce n'est pas en grossissant l'impact regrettable de bavures qu'on arrivera à dissimuler les résultats acquis : la faim a quasiment disparu en SOMALIE où l'Etat : il faut tout de même le rappeler, n'existe plus.

Autant la police ou les forces de sécurité sont indispensables pour instaurer et conserver l'ordre républicain dans un pays, autant à l'échelon mondial il est nécessaire de posséder un organisme dont l'autorité soit indiscutable pour assurer la paix et en imposer aux Etats perturbateurs : autorité morale (justice) mais aussi autorité basée sur un corps de police permanente c'est à dire que ce corps aura une existence continue (bases, armements, intendance, finances propres...) afin d'être à tout instant disponible sans avoir à improviser.

Sans parler encore de gouvernement mondial (et pourquoi pas ?) on peut envisager raisonnablement une ONU dotée de pouvoirs limités mais réels, pour assurer le maintien dans la communauté internationale d'un ordre fondé sur la justice.

La CHARTE énoncée en Juin 45 à SAN FRANCISCO déjà discutée à sa parution devra donc être adaptée aux nouvelles données du 3ème millénaire sans avoir peur de s'engager hardiment et de prévoir des systèmes de révision, car le monde change à des rythmes de plus en plus rapides.

Le réalisme pour un parti politique, c'est de céder à la nécessité de la prospective. Il ne peut plus être question de clamer seulement sa volonté de paix, il faut créer les conditions pour l'étayer : il faut armer l'organisme présent pour être efficace.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU devant l'Assemblée Générale devrait donner à réfléchir notamment sur les structures et le financement.

Avant le prochain congrès du PS, il serait bon que celui-ci précise sa position sur le présent et l'avenir des NATIONS UNIES ; or, les différentes motions qui viennent d'être soumises aux votes des adhérents n'en font ni de près ni de loin, mention.

HENRI VAUTROT, Septembre 1993

GUY MARCHAND Citoyen du Monde

Guy Marchand est décédé le 12 juin d'un infarctus.

Il travaillait d'arrache pied à la réalisation d'un musée mondialiste où il souhaitait pouvoir préserver ses archives, accumulées au cours de plus de 50 ans de vie militante, et les rendre disponibles aux chercheurs.

Dans le désordre international et l'enthousiasme de l'après-guerre, après avoir participé à Montreux en 1947 au Congrès constitutif du Mouvement universel pour une confédération mondiale, il s'était engagé en 1948 dans l'épopée Garry Davis, titre de l'un de ses livres.

Il faisait en effet partie de ceux qui considéraient qu'il fallait consacrer tous les efforts à la création de la Fédération mondiale sans passer par le stade préalable de grandes fédérations régionales jugées parfois inutiles ou dangereuses pour la paix.

En 1949, il avait créé avec sa femme Renée, qui poursuit leur lutte commune et que nous avons encore rencontrée en juillet en marge du Conseil mondial du World Federalist Movement dans leur propriété de la Lambertie où s'est longtemps réuni l'Institut d'études mondialistes, l'Agence mondialiste de presse.

Ils seront durant toutes ces années de tous les combats mondialistes, plus particulièrement au sein du Régistre international des Citizens du monde qu'ils auront créé et animé.

Guy Marchand aimait à marteler quelques principes de base tels que "à problèmes communaux, élus communaux, à problèmes mondiaux, élus mondiaux".

Il aura de manière infatigable lutté pour la création d'une Assemblée mondiale représentative des peuples.

Sa disparition intervient au moment où la fin de la Guerre froide crée, pour la première fois, les conditions objectives pour réformer et démocratiser l'ONU et mener une campagne en vue de l'élection d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies.

Le sort a voulu que nous ne puissions mener ensemble cette action alors que les fédéralistes européens et les fédéralistes mondiaux ne cessent de se rapprocher après des décennies d'incompréhension et d'indifférence mutuelles.

En luttant pour la démocratie internationale et pour l'unité mondiale des fédéralistes et de tous ceux qui font de la paix une affaire personnelle nous serons fidèles à sa mémoire car nous n'oublierons jamais que ce sont des hommes tel que lui qui ont permis de maintenir en vie l'idéal de l'unité politique du genre humain dans un monde qui n'était pas encore prêt à l'accepter.

JF B

La chronique de Cocorico

LE ROI !!!

Une cohorte de policiers remonte les Champs-Élysées, encadrant une limousine noire, suivie de quelques autres ; la foule est tenue à l'écart ; l'avenue depuis une heure est interdite à la circulation, ce qui provoque des embouteillages dans les rues adjacentes.

L'avion le plus sophistiqué du monde, poussé par ses puissants réacteurs s'élève dans le ciel. A son bord toute une suite de conseillers, de journalistes, de médecins, d'amis accompagne un homme.

A l'ambassade tout est prêt. Depuis huit jours les policiers veillent, les cuisiniers s'activent, les valets de service préparent leurs gants blancs et leur perruque.

Dans le bâtiment voisin où seront prononcés les discours, branle-bas de combat ; tous les coins et recoins sont passés "au peigne fin". Les tentures sont installées ; les tapis déroulés ; une tribune est dressée ; la sonorisation est mise en place et soigneusement essayée.

Près d'un millier de personnes est mobilisé pour un séjour de quelques heures.

LA COUR !!!

Les principaux dignitaires ont accompagné l'homme.

A Paris, la cour demeure vigilante. Un va et vient de voitures de fonction déposent les hommes aux serviettes de cuir à la porte des palais et des résidences.

Dans les bureaux feutrés les textes sont examinés, remaniés, repensés, déformés, rendus incompréhensibles pour le peuple.

Les réceptions du soir font se rencontrer des hommes qui se méprisent mais néanmoins se tapent amicalement sur l'épaule ; les courtisanes

sont là aussi pour améliorer le climat et arranger bien des choses.

Vite un avion pour venir se montrer en province où vient de se produire une catastrophe ; l'hélicoptère est précieux pour se rendre aux comices locales, où se trouveront bien sûr la presse et les photographes.

On serre les mains par ci ; on embrasse quelques enfants par là et demain tout sera oublié dans les fastes de la Cour, mais les photos paraîtront sur la presse et à la télévision.

LES VASSAUX !!!

Faisant partie de la Cour mais tenus éloignés ils sont chargés de faire respecter les lois que leurs collègues ont mis en forme (ou déformées).

Il faut dans cette fonction avoir un solide estomac et un foie à toute épreuve. Leur femme se présente généralement comme la maîtresse de maison. Il convient de soigner les réceptions et le bal annuel attire toujours les jeunes coeurs en quête d'être remarqués, tout cela sous les cristaux des lustres et les lambris dorés à la feuille.

Le logement de fonction entouré d'un parc est soigné ; chaque nouvelle hôtesse est en mesure de tout faire modifier ce qui n'est pas à son goût, le tout payé par les contribuables. Mais étant les derniers de la chaîne, les vassaux risquent la pire sanction : celle de se retrouver dans un coin perdu de province en attendant la retraite.

Vous avez reconnu là ceux qui nous gouvernent, les défenseurs de la REPUBLIQUE sensée être au service du peuple !!!

Et pendant ce temps le ROI du Danemark circule à vélo dans les rues de sa bonne ville !!

Un peu de fastes en moins quand on demande tant de sacrifices aux citoyens !...

R. CASSIER

SOMMAIRE

Edito : BATIR A NOUVEAU L'UNION EUROPEENNE	p 1
La crise du SME	p 3
Interview de Willy Claes	p 5
Luciano Bolis : une vie pour le fédéralisme	p 6
Pétition au Parlement européen	p 8
Les leçons de la guerre civile en Yougoslavie	p 9
Le PS et l' ONU	p 10
Guy Marchand, Ciotyen du monde	p 11
La chronique de COCORICO	p 12

FEDECHOSSES - POUR LE FEDERALISME

Presse fédéraliste

26, rue Sala - 69002 Lyon

Directeur de la publication J.L. PREVEL

Reproduction l'Interface

12 ter, rue d'Inkermann - 69100 Villeurbanne

Commission paritaire 56256

